

L'ÉCO

de la semaine

03 au 07 janvier 2022

| | |
|--|----|
| Développement urbain : Succès de six grands projets en 2021, présentés par le MATSF | 3 |
| Andekaleka : Incendie du transformateur de la Jirama, coupure généralisée dans la capitale | 4 |
| La vétusté d'Andekaleka pointée du doigt | 4 |
| Transport aérien : Connexion maintenue entre Madagascar et Maurice ? | 5 |
| Autoroute Tana-Toamasina : De réels enjeux économiques | 5 |
| Nouvelles technologies : Les innovations de 2022 centrées sur l'intelligence artificielle | 5 |
| Vary Tsinjo : 15 jours de retard dans l'embarquement de 25 000 tonnes | 6 |
| Trafic de ressources forestières : Un port clandestin découvert à Bedaboka | 6 |
| Tourisme en Afrique : un guide pour la relance de la filière | 7 |
| Madagascar - FMI : Le décaissement de la deuxième tranche de la FEC attendu | 7 |
| Exportations vers les États-Unis : Madagascar maintenu dans le giron de l'AGOA | 8 |
| Les travaux sur la Centrale de Farahantsana, bientôt achevés | 9 |
| Secteur de l'énergie : La Chambre africaine plaide pour les investissements | 9 |
| Intégration régionale : Où en est la Grande Île ? | 9 |
| Président Herimanana Razafimahefa : « L'année 2022 sera une année des grands travaux » | 11 |
| Panne d'Andekaleka : Les techniciens de la JIRAMA sur le pied de guerre | 12 |
| Colas Madagascar épinglée par la Banque Mondiale : Des économistes réagissent | 12 |
| Projet Africa Business Tour : Vers la promotion du tourisme d'affaires | 12 |
| Trafic d'Or aux Comores : Les trois suspects en détention préventive | 13 |
| Pétrole et gaz : Lobbying en cours pour la création de banques énergétiques | 14 |
| Filière Tilapia de Betsako : Deux tonnes de production en février | 15 |
| Redressement d'Air Madagascar et avenir du secteur aérien : <i>Les Nouvelles</i> dévoilent une partie du plan de relance finalisé..... | 15 |
| Massif d'Itremo : Menacé par l'envahissement des pins | 16 |

Nos meilleurs vœux !

2022

Développement urbain : Succès de six grands projets en 2021, présentés par le MATSF

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 03 JANVIER 2022

8,2 km de route sur 2 et 4 voies, des ponts neufs, 4 axes de raccordement, ainsi que des infrastructures communautaires. Ces réalisations font tout de suite penser au projet Rocade d'Iarivo. Il s'agit, en effet, de l'une des plus grandes infrastructures construites pour le développement urbain. Mais ce n'est pas le seul projet qui a marqué des avancées significatives dans ce secteur. Parmi ses nombreuses réalisations, le MATSF a également mis en avant le PIAA (Programme intégré d'assainissement d'Antananarivo), qui a permis l'élaboration du schéma directeur de l'assainissement de la capitale, ainsi que le curage de 15 km de canal d'évacuation d'eaux usées et d'eau de pluie ; le projet Lalankely III qui a abouti à la construction de 1 007 infrastructures de mobilité dans l'agglomération d'Antananarivo (ruelles en pavé, passerelles, escaliers, voies carrossables, assainissement des ruelles dans les quartiers, etc.) ; le Programme de Développement Urbain et de Résilience du Grand Antananarivo ; le PADARNE (Projet d'aménagement et de développement des abords de la Rocade Nord Est) ; etc. Certes, l'amélioration des infrastructures d'assainissement est indispensable pour favoriser le développement urbain. Même le projet Rocade d'Iarivo a prévu la construction d'infrastructures communautaires qui ont bénéficié au 6^e arrondissement de la Commune urbaine d'Antananarivo, ainsi qu'à la Commune rurale d'Ambohimangakely. Celles-ci concernent 19 bornes

fontaines, 5 bassins lavoirs, et 2 WC et douches publiques.

Équité. Bien que le développement urbain avance à grand pas à Antananarivo, les autres villes ne sont pas en reste. C'est d'ailleurs l'objet du PADEVE (Programme d'appui et de développement des villes d'équilibre). D'après les explications, il s'agit d'un programme initié par le MATSF, en équivalence des projets Lalankely et PIAA de l'agglomération d'Antananarivo. Cependant, il est mis en œuvre dans les autres grandes villes de Madagascar, notamment celles de Fianarantsoa, Toliara, Antsiranana, Mahajanga, Toamasina et Antsirabe. L'année dernière, les plus grands investissements ont été visibles à Antsiranana, Fianarantsoa et Toliara où ont été menés des projets d'embellissement de villes et de construction d'infrastructures marchandes. On peut citer, entre autres, pour Antsiranana, la réhabilitation de jardins publics sur la Place Kabary et le Jardin Cayla ; la réhabilitation de routes et ruelles ou encore la réhabilitation de la place de marché Bazary Kely, un projet actuellement en cours de mise en œuvre. Pour Fianarantsoa, 6 ruelles ont fait l'objet de travaux de réfection, notamment celles de Isada, Antarandolo et Talatamaty. En outre, des passerelles, ponceau, bacs à ordures fixes et mobiles métalliques, des parkings véhicules et motos, des abribus, des jardins botaniques, des chalets, etc. ont également été mis en place. Dans l'optique de favoriser le développement du tourisme à Fianarantsoa, des travaux ont également été menés dans la vieille ville, notamment la réhabilitation de la Place de l'Hôtel de ville, la mise en place de pavillon d'orientation et d'information,

les abris de repos et d'information, l'aménagement de ruelles et chemins piétonniers sur le circuit des rizières, le réaménagement de carrefour, la construction de bloc sanitaire, etc. Pour Fianarantsoa, la liste est très longue dans le rapport du MATSF. À Toliara, plusieurs réalisations sont également enregistrées, notamment la construction de ruelles en pavés à Andakoro, Ambohitsabo, Tsimenatse et à Amborongy Est. Des travaux de drainage ont également été menés sur l'avenue Monja Jaona, Boulevard Branly et au centre de Toliara. La réhabilitation de tranches conditionnelles de routes d'Ambohitsabo et d'Antaravay a également été dans la liste des réalisations de 2021. Pour les infrastructures marchandes, Toliara a bénéficié de la réhabilitation de la place de marché du Bazary Be.

Appui institutionnel. Pour le MATSF, le développement urbain nécessite l'adoption de nouvelles technologies. Ainsi, il a doté les 6 villes bénéficiaires du PADEVE de matériels informatiques, de GPS et de motos. Le ministère a également conduit l'élaboration d'outils de planification territoriale (PUDI) pour ces villes bénéficiaires. Certes, l'adoption de nouvelles technologies a amélioré considérablement la qualité des services publics. Parmi les plus remarquables, le MATSF a mis en place l'application en ligne pour le traitement des demandes de permis de construire MATAC. Bref, nombreuses sont les réalisations présentées dans le cadre du développement urbain et nous n'avons pu que citer le tiers. Selon le MATSF, l'Etat compte faire encore beaucoup plus pour cette nouvelle année.

Andekaleka : Incendie du transformateur de la Jirama, coupure généralisée dans la capitale

T.M. | MIDI MADAGASIKARA | 03 JANVIER 2022

Hier, Antananarivo a été perturbée par une coupure d'électricité intempestive. Presque tous les quartiers de la commune urbaine d'Antananarivo ainsi que les communes et districts périphériques ont été affectés par ce problème qui a été provoqué par l'incendie du transformateur principal d'une puissance de 30 MVA de la centrale hydro-électrique de la Jirama à Andekaleka, survenu hier dans la matinée. Selon l'information, une forte explosion suivie d'intenses flammes s'est produite dans cette infrastructure. Heureusement, le drame a été vite maîtrisé par les techniciens de cette société à travers les moyens de secours préalablement mis en place sur le site. Le feu a été éteint vers midi. Malgré tout, la Jirama affirme que l'incident provoquera des failles aux opérations de ravitaillement en électricité sur le réseau interconnecté d'Antana-



narivo. Raison pour laquelle la Jirama est obligée de procéder au système de délestage tournant depuis hier. Ainsi, la société présente ses excuses aux usagers pour les désagréments générés

par cette disposition. Pour l'instant, la cause exacte de cet incendie n'est pas encore déterminée. L'enquête est en cours.

La vétusté d'Andekaleka pointée du doigt

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 04 JANVIER 2022

De mal en pis, la JIRAMA s'empêtre. Pour rappel, il y a quelques jours, l'un des transformateurs de la centrale hydroélectrique d'Andekaleka a explosé suite à un incendie. Depuis avant-hier, les premiers responsables de la compagnie nationale d'eau et d'électricité sont sur place pour constater les dégâts causés par cette explosion et pour tenter d'apporter autant des explications que des solutions d'urgence. « Le transformateur qui a explosé, en causant cette panne généralisée, a été fabriqué en 1980 et mis en service en 1982. Autant dire que la vétusté du matériel peut être considéré comme la première cause de tous ces incidents », explique RivoRadanielina, directeur général par intérim de la JIRAMA. Ce responsable d'ajouter que les pannes de courant dans la centrale ont aussi causé l'arrêt du système de régulation du débit de l'eau dans cette structure hydroélectrique. Ce qui a eu pour effet de provoquer une inondation juste après l'incendie dans cette même centrale. A noter que la capacité de la centrale d'Andekaleka, estimée à 90 Mégawatts, est réduite à néant pour le moment car la panne a affecté tous les autres générateurs. Par ailleurs, la

centrale hydroélectrique d'Andekaleka assure 40 % de l'électricité alimentant le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA). Dès qu'il y a un quelconque incident, même en ayant touché une seule machine, cela laisse un gap dans la production de courant et induit à des coupures généralisées. Et que cette centrale assure quasiment la moitié de la consommation d'électricité d'Antananarivo. L'approvisionnement en électricité sur le RIA est ainsi, pour l'instant, assuré uniquement par les centrales thermique et solaire existantes dans les environs.

Cependant, un nouveau transformateur devrait être installé avec les infrastructures annexes comme les systèmes de câblage selon les explications de la JIRAMA. Raison pour laquelle, la compagnie est dans l'obligation de délester certains quartiers d'Antananarivo en électricité le temps que la production revienne à la normale. Au moment où nous mettons sous presse, l'équipe technique de la JIRAMA est déjà en train de rétablir progressivement l'anomalie. Cependant, aucun paramètre ne peut assurer le rétablissement à la normale de la situation qui peut

perdurer selon le niveau de la panne causée par l'incendie et l'inondation de la centrale. « Nos clients cherchent l'électricité pour leur sécurité, et pour alimenter leurs appareils électroniques », ajoute le gérant d'un cybercafé en périphérie de la Capitale tandis qu'un travailleur indépendant craint de perdre ses clients européens dans la mesure où ces derniers ne considèrent nullement une coupure de courant comme étant un droit à l'incapacité de travailler dans leurs pays. « Cette coupure représente une grande perte pour nous. Tous nos produits laitiers ne sont plus consommables », déplore Marie Ange, une commerçante. Le temps que l'approvisionnement en électricité de sa boutique revienne à la normale, ces produits commencent à fondre. « En une demi-journée, mon fonds de commerce a été réduit presque à zéro. On comprend les difficultés que la compagnie nationale doit affronter en ce moment, cependant il serait plus bénéfique que ces délestages respectent scrupuleusement des calendriers annoncés et qu'ils ne durent pas autant », ajoute-t-elle

Transport aérien : Connexion maintenue entre Madagascar et Maurice ?

GARY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 04 JANVIER 2022

Les vols commerciaux entre Madagascar et Maurice sont-ils toujours maintenus? Cette question s'est imposée lorsqu'un fait divers malheureux a défrayé les chroniques, dimanche.

La presse mauricienne, reprise par la presse Malgache a rapporté qu'une malgache d'une vingtaine d'années a accouché toute seule à bord d'un vol d'Air Mauritius, le 1er janvier, et a abandonné son bébé dans les toilettes de l'aéronef. La femme aurait bénéficié d'un visa de travail de deux ans à Maurice. Au-delà du fait divers, les observateurs se sont, ensuite, intéressés au fait

qu'il y a pu avoir un vol entre Madagascar et l'île Maurice.

Une communication faite en conseil des ministres, le 17 novembre dernier, il a été indiqué que l'État envisage de suspendre les vols entre Madagascar et Maurice, au motif de «se protéger d'une invasion du variant Delta du coronavirus». Il a été indiqué que le dernier vol devait être celui du 27 novembre. Certes, une communication en conseil des ministres n'est pas un acte réglementaire. L'opinion publique a, toutefois, considéré la mesure comme actée.

Le fait du 1er janvier indique, toutefois, que l'État semble s'être ravisé, ou

du moins, a juste réduit la fréquence des vols, à s'en tenir à la publication d'un site d'information, hier. Une source auprès d'Air Mauritius contactée par ce média en ligne soutient que «des vols ponctuels», sont maintenus entre Madagascar et Maurice. Que «les passagers sont surtout des personnes qui souhaitent passer les périodes de fête avec leur famille», et que «si les vols ont pu avoir lieu, les autorités malgaches ont donné leur accord».

Autoroute Tana-Toamasina : De réels enjeux économiques

CR | MALAZA | 04 JANVIER 2022

La déclaration du président Andry Rajoelina sur le lancement cette année des chantiers de construction de l'autoroute Antananarivo-Toamasina a suscité des commentaires.

Pour Jerry Hatrefindrazana, ministre des travaux publics : «Cette autoroute permettra de relier Antananarivo à la capitale économique. Avec l'extension en cours du port de Toamasina, les impacts positifs sur le plan économique seront considérables. Les infrastructures routières en général permettent de développer l'économie nationale ».

Pour Henri José Rakotoarisoa, président de l'association des transpor-



teurs : « Nous allons pouvoir économiser du carburant et dépenser moins en pièces de rechange des véhicules de transport. Les marchandises au départ de Toamasina seront acheminées plus rapidement vers la capitale. En outre,

cette autoroute va résoudre les problèmes d'insécurité sur la RN2. Les portions de route endommagées et les pentes qui obligent les camions à rouler au pas constituent les zones de prédilection des bandits de grand-chemin. L'autoroute permettra de contourner ces problèmes ».

Pour les véhicules légers, le trajet ne prendra que deux à trois heures et un peu plus pour les poids lourds, ce qui en principe favorisera le tourisme dans la partie Est du pays.

Nouvelles technologies : Les innovations de 2022 centrées sur l'intelligence artificielle

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 04 JANVIER 2022

Malgré le ralentissement des activités économiques, les innovations technologiques ne cessent d'avancer à grand pas. Selon un article publié par Forbes, l'intelligence artificielle occupe une place très importante, pour les nouvelles créations et les solutions attendues pour cette année. « Avant, « intelligent » signifiait simplement « connecté » : les smartphones, les téléviseurs et la pléthore d'autres appareils intelligents n'étaient en fait que les mêmes vieux jouets, mais connectés

à l'internet. Aujourd'hui, « intelligent » signifie de plus en plus souvent alimenté par l'intelligence artificielle (IA) - généralement des algorithmes d'apprentissage automatique - et capable de nous aider de manière toujours plus innovante », a indiqué l'article. Celui-ci a cité le cas des voitures intelligentes qui utilisent des algorithmes de reconnaissance faciale pour détecter si nous sommes attentifs à la route et nous alerter si nous sommes fatigués. Ou encore les smartphones qui utilisent des algo-

rites d'IA pour tout faire, du maintien de la qualité des appels à l'aide à la prise de meilleures photos, et bien sûr, ils sont remplis d'applications qui utilisent l'IA pour nous aider à faire à peu près n'importe quoi. Plus impressionnant encore, des toilettes intelligentes sont en train de voir le jour, capables d'aider à diagnostiquer des problèmes gastro-intestinaux en utilisant la vision par ordinateur pour analyser des échantillons de selles.

Incontournable. Certes, l'IA s'est immiscée dans les outils du quotidien, depuis les assistants vocaux omniprésents jusqu'à la traduction des langues, en passant par les outils qui permettent d'extraire des données structurées de photos, de gribouillages sur des tableaux blancs et de notes manuscrites. Elle alimente également une grande partie de l'automatisation des processus robotisés qui a permis d'alléger les charges de travail dans

les services administratifs, logistiques, comptables et RH. « Quel que soit votre secteur d'activité ou votre fonction, il est probable que vous trouviez une solution alimentée par l'IA conçue pour vous faciliter la vie. Cette vaste tendance englobe l'IA, l'internet des objets (IdO) et les nouveaux réseaux ultrarapides tels que la 5G, qui se conjuguent pour nous doter de capacités que nous n'avions pas il y a quelques années seulement. Cela met en évidence le

fait que, sur une échelle de temps plus longue que celle que nous examinons ici, la tendance qui aura le plus d'impact sera la convergence », a indiqué Forbes. Celui-ci soutient que l'augmentation des volumes de données, l'accélération des vitesses des réseaux et des processeurs et la « démocratisation » des données se conjuguent et auront sur la société un impact bien supérieur à la somme de leurs parties.

Vary Tsinjo : 15 jours de retard dans l'embarquement de 25 000 tonnes

ARH. | LES NOUVELLES | 04 JANVIER 2022

L'arrivée des 25.000 tonnes de Vary Tsinjo importées par l'Etat, prévue cette semaine, connaît un retard de 15 jours. Le navire Pancaran Victory prévu quitter le port indien vers la fin du mois de décembre, attend encore d'être chargé avant de prendre le large dans les prochains jours.

La cargaison ne devrait finalement arriver que durant la troisième semaine de janvier au plus tôt, « soit avant le 25 janvier 2022 », selon la State procur-

ment of Madagascar (SPM SA) dans une communication faite dimanche.

La SPM explique ce décalage par les difficultés d'accès au quai du port de Kandla en Inde. Le nombre important de bateaux dans le port chamboule les horaires d'embarquement et de débarquement, et engendre des retards dans les opérations, explique la société d'Etat.

En attendant l'arrivée de ces 25.000 tonnes, l'acheminement des autres



cargaisons vers les autres régions se poursuit.

Trafic de ressources forestières : Un port clandestin découvert à Bedaboka

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 05 JANVIER 2022

La lutte contre les différents types de trafics de ressources naturelles continue encore jusqu'à aujourd'hui. Les autorités mettent en place des dispositifs pour limiter ces trafics voire même en finir avec toute cette chaîne de valeur. Durant une descente, dans la Commune de Bedaboka, dans la Région Melaky, une équipe du ministère de l'Environnement et du Développement durable accompagnée de l'adjoint au maire a fait la découverte d'un port clandestin.

« Ce port improvisé permet notamment aux trafiquants d'évacuer les bois illégaux vers Mahajanga », expliquent les responsables. Comme les voies terrestres sont particulièrement surveillées, en collaboration avec la Gendarmerie nationale, les trafiquants optent désormais par la voie maritime. Plus dangereux, mais le risque de se faire prendre est moins élevé. Toutefois, la découverte de ce port clandestin est une piste pour les autorités locales.



Désormais au courant de ce type de procédure, elles adapteront donc les mesures en fonction de celui-ci. La Direction régionale de l'Environnement et du Développement durable de Melaky a notamment mis en place un comité de surveillance de l'exploitation et de l'évacuation de ces bois dans cette zone. L'adjoint au maire a soulevé le fait qu'il n'y avait pas de VOI (Vondron'olona ifotony) dans cette Commune pour veiller à la préservation des ressources naturelles, d'où toute

l'importance de la mise en place de ce comité.

Cette descente a aussi été pour les responsables une occasion de contrôler les stocks de bois gérés par les VOI Manomba dans les Fokontany Beraketa et Amboanio.

« Aucune nouvelle coupe n'a été constatée. Toutefois, nous avons découvert des stocks suspects. Nous les avons donc saisis. Il s'agit de 241 rondins d'Anakaraky, 42 de palissandre et 18 planches d'Anakaraky. Les propriétaires sont déjà connus mais n'ont pas été appréhendés. Des convocations seront alors lancées, et les bois, en attendant se verront stockés à la Gendarmerie. L'affaire quant à elle est transférée à Besalampy », détaillent ces responsables.

En tout cas, ce comité mis en place à Bedaboka sera évalué comme tous les VOI pour connaître son efficacité. L'évaluation des VOI de Bedaboka fera l'objet d'une nouvelle descente sur terrain.

Tourisme en Afrique : un guide pour la relance de la filière

LES NOUVELLES | 05 JANVIER 2022

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) s'associe avec le réseau social Instagram pour promouvoir les destinations africaines. La parution d'un guide pour la relance du tourisme sur le continent : le «Tourism Recovery Playbook» est le fruit de cette collaboration à travers lequel les professionnels du tourisme en Afrique pourront exploiter les opportunités offertes par la nouvelle technologie pour atteindre de nouveaux publics et renouer avec la croissance de ce secteur qui a

connu une crise sans précédente ces deux dernières années.

Cette première collaboration avec Instagram s'appuie sur le virage actuel de l'OMT vers une plus grande utilisation des outils numériques et de la narration visuelle pour faire comprendre la pertinence et l'importance du tourisme pour les économies, les sociétés et la planète. L'Organisation a accéléré ce virage dans le cadre de ses efforts pour accroître le soutien des Membres et leur permettre



de mieux saisir les avantages des plateformes de communication numériques.

Madagascar – FMI : Le décaissement de la deuxième tranche de la FEC attendu

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 05 JANVIER 2022

La décision du Fonds Monétaire International sur le décaissement de la deuxième tranche de la Facilité Élargie de Crédit pour un montant de 68 millions USD est attendue.

Les relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds sont au beau fixe. Le processus se déroule normalement avec comme étape récente, la tenue en mi-décembre dernier de la deuxième réunion du cadre de partenariat multi-bailleurs

Première revue. La réunion qui s'est tenue en présence de Andry Ramanampaharana, Secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances et ayant représenté la ministre Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, était une occasion pour les acteurs nationaux des finances publiques, d'une part et les représentants des partenaires techniques et financiers de l'autre, d'échanger sur un certain nombre de points concernant la situation actuelle des relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds. Plus particulièrement sur les conclusions de la première revue de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) qui s'est tenue, rappelons-le, au mois d'octobre dernier. Une revue plutôt positive où le FMI a notamment fait état d'une bonne exécution des réformes « La performance du programme au cours du premier semestre 2021 a été globalement satisfaisante et la plupart des objectifs macroéconomiques quantitatifs ont été atteints », avait notamment déclaré Frédéric Lambert, chef de mission du FMI pour Madagascar.

Recettes fiscales. Le Fonds qui a, par ailleurs, incité le gouvernement de Madagascar à redoubler d'efforts pour mobiliser les recettes fiscales et à atteindre les objectifs de dépenses sociales. Une directive que la partie malgache met en pratique dans la loi

de finances initiale 2022 où les recettes publiques affichent une tendance à la hausse. Et ce, après avoir baissé à cause de la crise sanitaire. Selon la LFI 2022 : « La crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19 a provoqué une baisse importante des recettes fiscales en 2020. Le taux de pression fiscale (TPF) a ainsi diminué de 1,1 point de pourcentage en 2020 (9,9% du PIB contre 11% en 2019). L'amélioration de la situation en 2021 (et ce malgré la seconde vague) devrait ramener le volume des recettes fiscales à un niveau proche de celui de 2019 (soit 10,8% du PIB). Pour 2022, les prévisions de recettes fiscales intérieures atteignent 4 219 milliards d'Ariary, comptant pour 57,93% des recettes fiscales totales. Ce montant correspond à 7% du PIB, soit une hausse de près de 1 point du PIB par rapport à la situation de recouvrement prévue pour 2021. Quant aux recettes douanières, elles ont été les plus affectées par la crise en 2020. En 2022, la hausse des importations corollaire à la reprise économique et tirée entre autres par les grands projets d'investissements publics devraient permettre d'atteindre des recettes de 3 063,02 milliards d'Ariary dont 73 % proviendraient des importations de marchandises non pétrolières. Ce montant correspond à 5,1% du PIB, soit une hausse de 0,3 point par rapport à 2021. Les recettes non fiscales passent de 164,9 milliards d'Ariary dans la loi de finances rectificative de 2021 à 174,6 milliards d'Ariary pour 2022. Elles sont essentiellement constituées des dividendes des sociétés à participation de l'État de 85,8 milliards d'Ariary ainsi que des redevances et frais administratifs de 67,4 milliards d'Ariary. Par ailleurs, le niveau des recettes non fiscales sera maintenu à 0,3% du PIB sur

la période de 2023 à 2024. Les administrations fiscales continuent, par ailleurs, de réaliser beaucoup d'efforts pour améliorer le recouvrement des recettes. L'effort sera par exemple consacré à la réforme de l'administration fiscale par la digitalisation de la gestion de l'impôt et la bonne gouvernance qui permettront à l'Administration de percevoir des recettes fiscales supplémentaires de 679,75 milliards d'Ariary.

Décision favorable. Côté dépenses, la tendance est également à la hausse. « Pour les dépenses de fonctionnement, la 2022 présente une hausse par rapport à la LFR 2021.

Cette augmentation est, d'une part, due à l'opérationnalisation des infrastructures construites en 2021 dans les secteurs de la santé, de la sécurité et de l'éducation et d'autre part, les résultats des engagements gouvernementaux ainsi que les coûts récurrents des grands projets, en l'occurrence l'importation de vaches laitières, les expropriations liées à la mise en place du Train Urbain et du transport par câble. En 2021, Madagascar a bénéficié de l'équivalent de 332 millions de Dollars de Droit de Tirages Spéciaux (DTS) du Fonds Monétaire International (FMI). La grande partie de ce montant, soit 1 100 milliards d'Ariary, sera utilisée dans le cadre du Budget 2022 et sera essentiellement investie dans les axes prioritaires à la relance économique tels que le social, la sécurité, l'énergie et les infrastructures. Le reste sera investi en 2023. En somme, Madagascar se comporte visiblement en bon élève du FMI ». Une attitude qui aura probablement le mérite de déboucher sur une décision favorable du Conseil d'administration du FMI pour le décaissement de 48,88 millions de DTS (environ 69 millions de dollars américains) à Madagascar pour couvrir les besoins de financement extérieur et budgétaire.

Exportations vers les États-Unis : Madagascar maintenu dans le giron de l'AGOA

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 JANVIER 2022

Cela aurait pu être la pire nouvelle de ce début de l'année. Mais Madagascar n'a pas été exclu des pays africains bénéficiant des retombées fiscales avantageuses de l'AGOA sur le marché américain.

Un ouf de soulagement pour ceux qui vivent par et pour les entreprises franches. L'administration Biden n'a pas pris une quelconque sanction pour Madagascar. Alors que beaucoup craignaient une mauvaise tournure des événements. Ce, après l'absence ou la non invitation de la Grande île au Sommet africain de la démocratie, organisé à l'initiative de l'actuel « papy » de la Maison Blanche. Le verdict inattendu est tombé. Trois pays africains ont été éjectés des rouages du système et du mécanisme des rouages des échanges commerciaux américains. Le Mali, la Guinée Conakry et l'Éthiopie. Ce qui leur prive de nombreuses largesses fiscales.

Les deux premiers cités se trouvent depuis des mois sous la coupe des militaires putschistes. L'Éthiopie, en plein essor économique, tente une diversification dans l'industrie du textile et de l'habillement, devenue une sérieuse concurrente même pour l'île Maurice, une pionnière en la matière. Mais la hausse aux sécessionnistes de la région du Tigré par les autorités et troupes d'Addis-Abeba, qui se fait parfois avec des violences inouïes, des exactions dépassant l'entendement, sans le moindre respect des droits de l'homme, a réveillé « Sleepy Joe » de sa longue hibernation au « Bureau ovale ».

Il a trouvé là une belle occasion d'imposer ses marques de fabrique sur l'échiquier diplomatique international. Pour effacer, d'un revers de la main, les coups tordus et les frasques de Donald Trump. Les États-Unis restent ainsi intransigeants sur le respect des dogmes de la démocratie et ceux des droits de l'homme. Même envers un allié objectif géostratégique qu'est l'Éthiopie, capable de jouer des rôles-clés dans la région dite « Corne de l'Afrique », face à la montée en puissance des factions islamistes, l'addition a été la même que pour les autres coupables d'actes blasphématoires à l'encontre de « l'idéal américain ».

Ce véto américain, ne peut qu'arranger les affaires des zones et entre-



prises franches installées à Madagascar. Un peu secouées qu'elles sont par la suppression de leurs avantages fiscaux dans la loi de finances 2022. Des mesures restrictives souhaitées par le Fonds monétaire international, FMI, afin d'augmenter les recettes publiques. De fil en aiguille, l'État espère engranger 22,1 milliards d'ariary de surplus financier dans la caisse du Trésor public. En contrepartie, le pays risque de perdre des points décisifs en termes d'attractivité. D'autant que pour la relance économique attendue, les investissements directs étrangers, si rares en ces moments difficiles, seront les bienvenus. Ces « entorses fiscales » mêmes limitées,

Vendeurs à la sauvette. L'exclusion de Madagascar de cette même plateforme commerciale transactionnelle en 2009, suite aux péripéties au Falda Antanimena, le mardi 17 mars, après le départ précipité de Marc Ravalomanana, vers un transit au Swaziland avant de rallier l'Afrique du sud pour son exil volontaire, a généré de graves conséquences sur le plan économique et financier. Des milliers de personnes ont été jetées sur les trottoirs de la capitale, après avoir perdu leurs emplois. Ils étaient devenus des vendeurs à la sauvette. Peut-être pour une durée indéterminée. Aujourd'hui, ils refusent d'occuper les marchés construits pour eux par la Commune urbaine d'Antananarivo. Les entreprises franches font vivre dans les cent cinquante mille salariés. Et profitent aux habitués du secteur informel. Comme ces gargotiers qui s'agglutinent devant le portail des usines de confec-

tion dans les quartiers d'Andraharo, de Tanjombato, d'Ankorondrano ou du côté d'Ambohimangakely. Mais tout ne se résume pas aux textiles et aux habillements. Dont la qualité d'orfèvre des « petites mains » est reconnue, appréciée à sa juste valeur par les grandes maisons de la haute couture.

L'outsourcing, avec la venue des « majors » de l'externalisation, jouissant des régimes fiscaux des zones franches, passe pour être un créneau d'avenir. Les rémunérations y sont plus gratifiantes. Et la formation professionnelle presque une obligation. Pour être au diapason des innovations et des évolutions technologiques. Un recrutement massif de trois mille personnes se profile sur le court-terme. Et l'Agoa offre aussi des opportunités à un millier de produits. Au-delà de ces classiques bien connus. Des niches à exploiter dans le creuset de cette aubaine américaine.

La journée du mardi 17 mars 2009, plus que mouvementée, vécue et « placée » sous les yeux bienveillants de Niels Marquardt, ambassadeur américain à l'époque des faits, est ainsi à oublier. Ce, malgré l'insistance des opposants extrémistes et des militants « radicalisés » de la société civile, selon laquelle « une dictature de la pensée unique s'instaure à Madagascar ». La Maison Blanche n'a pas suivi ces « bobardnements ». Mais attention, rien n'est acquis de façon définitive avec l'Agoa. Une bavure des Forces de l'ordre à l'encontre de quelques manifestants anti-régime, des maltraitances infligées aux journalistes « indépendants », peuvent faire changer d'avis Joe Biden.

Les travaux sur la Centrale de Farahantsana, bientôt achevés

ARH. | LES NOUVELLES | 05 JANVIER 2022

Les travaux sur la nouvelle centrale hydroélectrique de Farahantsana, Mahitsy, qui générera 28 MW, devraient prendre fin ce mois-ci, avec le raccordement d'une ligne d'un kilomètre. La mise en service de cette centrale devrait réduire à 5 MW le gap dans le besoin du Réseau interconnecté d'Antananarivo (Ria), même si Andekaleka est complètement à l'arrêt.

Érigée sur le cours de la rivière Ikopa, à l'Ouest de Mahitsy, la centrale hydroélectrique de Farahantsana sera raccordée au Ria. Mais, cette action

nécessitant 159 pylônes et un réseau de transport long de 38 km, connaît un léger décalage dû à la situation sanitaire. Cette centrale devra renforcer l'alimentation en électricité de la ville d'Antananarivo.

Miser sur un service de qualité au profit de ses usagers, requiert notamment des actions coordonnées suivant la perspective de redressement de la compagnie nationale d'eau et d'électricité. Le ministère de tutelle entend notamment réduire jusqu'à 50%, la production thermique d'ici 2023. Il s'agit surtout



de vulgariser l'utilisation des énergies renouvelables à grande échelle.

Secteur de l'énergie : La Chambre africaine plaide pour les investissements

ARH. | LES NOUVELLES | 06 JANVIER 2022

La Chambre africaine de l'énergie s'oppose - depuis plus d'un an - à une pression croissante pour arrêter les nouveaux investissements étrangers dans l'industrie pétrolière et gazière africaine. Dans une tribune publiée le 4 janvier, NJ Ayuk, président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie rappelle les propos du Dr Omar Farouk Ibrahim, secrétaire général de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole, affirmant que «Ce serait une erreur pour les Africains d'abandonner leurs abondantes ressources pétrolières».

En effet, les estimations font état d'environ 130 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole brut et à plus de 15.000 milliards de mètres cubes standard de gaz naturel en Afrique. Tourner le dos à ces richesses pour «rechercher

des sources d'énergie coûteuses et peu fiables, ne serait pas une démarche judicieuse», évoque cet expert.

La problématique d'un «changement climatique catastrophique» justifierait, entre autres, la lutte pour l'arrêt de l'exploitation des énergies fossiles. A cet effet, les organisations environnementales, les organisations financières et les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont insisté pour que les pays en développement, y compris ceux d'Afrique, passent immédiatement de la production et de l'utilisation des hydrocarbures à des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire, éolienne et hydrogène.

Mais NJ Ayuk note que «la majorité de ceux qui font ces demandes sont basés dans des pays industrialisés qui ont été

construits sur la base de l'utilisation des hydrocarbures - le pétrole et le gaz alimentaient leurs économies - mais ils ne sont pas disposés à permettre aux pays moins développés d'utiliser les hydrocarbures à la même fin».

La Chambre africaine de l'énergie appelle les Etats africains et le secteur privé à créer des banques de l'énergie axées sur le financement de projets énergétiques africains. L'idée est de créer des sources de financement pour tous types d'énergie en Afrique - de l'exploration pétrolière et gazière aux opérations solaires et à l'hydrogène - qui ne dépendront pas du soutien étranger.

Intégration régionale : Où en est la Grande Île ?

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 JANVIER 2022

Madagascar est membre de divers organismes régionaux dans l'océan Indien et sur le continent. Le pays profite-t-il de son appartenance à ces organismes?

Depuis le début des années 2000, les dirigeants successifs ont affirmé leur intention de faire de l'intégration régionale un outil de premier plan de leur politique économique pour redimensionner le tissu productif, ouvrir de nouveaux horizons commerciaux et réduire la pauvreté. Madagascar a ainsi adhéré à trois groupements régionaux qui sont la Commission de l'Océan Indien (COI),

le Marché Commun de l'Afrique Australe (Comesa) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Plusieurs explications ont été données quant au choix d'adhésion de la Grande Île à ces blocs régionaux comme la proximité géographique entre les pays membres, mais également l'accès à un marché plus large, la possibilité d'exercer une politique et stratégie communes face aux partenaires techniques et financiers. Force est cependant de reconnaître que les résultats des initiatives d'intégration menées depuis

ont surtout démontré que le pays peut encore mieux faire.

Les opérateurs économiques nationaux peinent encore à devenir compétitifs au sein de ces communautés et l'économie reste impuissante face à la concurrence des produits des pays de ces groupements régionaux. En termes de volume, les exportations malagasy vers les pays de la région restent marginales. Le marché du Comesa ne représente que près de 3% des exportations totales du pays. Même constat au niveau de la SADC même si cette part est plus importante (6,08%).

Même les îles voisines membres de la COI sont toujours considérées comme difficilement accessibles pour les produits Made in Madagascar.

Comment le pays peut-il capitaliser l'intégration régionale pour son émergence ? On avance souvent que la diversification des exportations (marge extensive) et la modification de la structure des exportations du pays sont des préalables pour avancer dans ce dossier. D'autant plus que la donne est en train de changer avec l'arrivée de la Zone de libre-échange continental africain (ZLECAf). Sans oublier les initiatives d'intégration sectorielle comme l'Open Sky Africain qui, à terme, transformera radicalement le paysage africain du transport aérien de passager et de fret.

« Madagascar a toujours été frileux quand il s'agit d'attaquer les marchés régionaux et mettre à profit son intégration dans une communauté économique ou un marché de libres échanges. Au manque de volonté politique s'ajoutent un manque d'intérêt chez les entreprises et une faible compétitivité », constate un industriel qui a décidé de placer ses produits agroalimentaires en Afrique du Sud. Pour lui, les difficultés sont nombreuses pour les entreprises qui veulent tenter l'aventure mais le jeu en vaut la chandelle.

« On impose à une entreprise malgache de fabriquer de la confiture avec une forte contenance en fruits alors que les Egyptiens se contentent d'arômes. L'industrie du savon est mise à mal par des produits importés bon marché fabriqués à base d'ingrédients d'origine hors Comesa. Paradoxalement, le Vita Malagasy tant décrié représente la bonne qualité sur ce type de marché », poursuit notre interlocuteur qui note que l'insuffisance des grandes unités de production industrielle condamne la Grande Île à se positionner sur des produits de niche et haut de gamme.

La COI et les ambitions de Madagascar En mai dernier, Madagascar a pris part au 35ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), qui s'est tenu par visioconférence. Le Conseil a passé en revue les sujets d'intérêt commun et les projets en cours visant à renforcer la coopération, l'intégration et le développement socio-économique de la sous région.

Les discussions ont porté notamment sur le commerce, la sécurité maritime, l'économie bleue, l'appui à la relance régionale, la recherche, l'éducation et la formation, ainsi que la santé et le plan de riposte régionale contre la Covid-19. La rencontre a aussi été marquée par le passage de flambeau de la prési-



dence de l'Organisation entre l'Union des Comores et la France.

Évoquant le contexte sanitaire, la Grande Île a salué à cette occasion la contribution du projet Réseau de Surveillance et d'Investigation Épidémiologique ou RSIE, mis en œuvre par la COI pour soutenir les États membres dans la lutte contre la propagation du Covid19. Il a en outre souligné l'importance de la pérennisation du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) eu égard, d'une part, aux conséquences inévitables de la crise sanitaire et, d'autre part, aux effets du dérèglement climatique sur la productivité au niveau de la région ainsi que sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'échelle nationale et régionale.

Madagascar a aussi saisi cette opportunité pour réitérer son appel en faveur de la promotion, de la production et la consommation des produits locaux et régionaux. « Madagascar est convaincu que la COI tiendra son pari, celui de développer des projets d'intérêt régional et engager des actions collectives dans lesquelles se reflètent nos priorités nationales en matière de développement économique, d'adaptation au changement climatique, de sécurité et de gestion durable de nos ressources », a-t-on soutenu.

En revanche, le communiqué du ministère des Affaires étrangères n'a pas donné des éclairages quant au souhait de Madagascar de prendre le leadership de cette organisation sous-régionale. La Grande Île veut notamment abriter le siège de la COI qui se situe actuellement à l'île Maurice. Un sujet mis sur la table quelques jours auparavant lors de la rencontre entre le président Andry Rajoelina et le secrétaire d'Etat français, Jean-Baptiste Lemoine, au palais d'Iavoloha.

En effet, en matière de politique d'intégration régionale, Madagascar veut muscler sa capacité de leadership. Ayant

présidé ces dernières années le Comesa, le pays estime avoir engrangé des expériences qui pourraient l'aider à mieux se positionner sur un échiquier moins large. Mais le challenge n'est pas gagné d'avance car les pays qui ont su faire avancer leurs pions depuis des années, à l'instar justement de Maurice, ne sont pas prêts de perdre leurs acquis.

Quand le Comesa mise sur le numérique

L'actualité la plus fraîche en matière d'intégration régionale est la tenue du 21ème Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Comesa ce 23 novembre, au Caire, capitale de l'Égypte. Un rendez vous marqué notamment par passation de fanion entre le Président de la République Andry Rajoelina et son homologue égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, nouveau président de cette organisation régionale. Ce 21ème sommet a choisi pour thème : « Edifions notre résilience par une intégration économique numérique stratégique ». Le numéro un malagasy a justement orienté son discours dans ce sens. Il a notamment souligné les avantages de la technologie malgré un contexte sanitaire compliqué. « Grâce à la technologie, le monde n'était pas à l'arrêt. Les entreprises ont pu poursuivre leurs activités et même les gouvernants et hauts responsables des pays du monde ont pu continuer à fonctionner et à décider notamment des stratégies communes contre la pandémie » a-t-il indiqué.

Andry Rajoelina qui a mis l'accent sur la nécessité de construire une économie numérique régionale, et ce à travers un leadership inspiré et un engagement de tous. « Vulgarisons l'accès aux données économiques et commerciales, et fluidifions nos interactions sur nos marchés », a-t-il lancé avant de rappeler que le Comesa peut être fier d'avoir acté la mise en œuvre des plateformes de la Zone de Libre Échange Numérique (ZLEN).

Une initiative qui vise à aider les commerçants, et particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME) à surmonter les règlementations, les processus et les obstacles complexes, afin de leur permettre d'effectuer des transactions commerciales transfrontalières à l'aide des plateformes numériques.

Le Chef de l'État malagasy a également annoncé que la stratégie industrielle du Comesa et ses plans d'action de mise en œuvre ont été adoptés. Ils sont en cours de transposition dans les politiques de développement des pays membres. « Pour faciliter la circulation des biens et services et réduire le coût des transactions, nous avons fait de grands progrès dans le secteur du transport. Cela a notamment permis de réduire les délais de transit et d'harmoniser les réglementations relatives à la gestion des charges grâce au Programme tripartite de facilitation du transport et du transit (TTFP) » a-t-il déclaré.

La SADC, si loin si près

Nombre d'observateurs considèrent que si les prétentions de Madagascar sur la COI sont légitimes, il est préférable de miser sur les blocs qui ouvrent

des horizons plus ambitieux comme la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Actuellement présidée par le Malawi, la SADC a choisi de faire de l'industrialisation son cheval de bataille. « Notre région restera un dépotoir pour les produits transformés d'autres régions si elle ne s'industrialise pas », a encore déclaré le président Lazarus McCarthy Chakwera ce 23 novembre lors de la célébration de la Semaine de l'industrialisation pour promouvoir l'engagement public-privé afin de favoriser de nouvelles opportunités pour le commerce et l'investissement intra-africains.

L'industrialisation est ainsi devenue une priorité essentielle pour la transformation économique de la SADC. Les réunions tenues par l'organisation ces dernières années ont toutes souligné la nécessité pour les États membres de diversifier leurs économies en passant des matières premières et non transformées aux produits à valeur ajoutée et manufacturés. Les chaînes de valeur, qui ne représentent pour l'instant que 14% de l'économie régionale, doivent monter en puissance.

Plus réaliste, le Secrétaire Exécutif de la SADC, Elias Mpedi Magosi, a déclaré que l'industrialisation restera

« un gâteau dans le ciel » sans la participation active du secteur privé. Même sentiment chez Eunice Kamwendo, directrice du bureau sous-régional de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) pour l'Afrique australe, qui a rappelé que la part de la valeur manufacturière comparée au PIB de l'Afrique australe n'avait pas augmenté de manière significative au cours des cinq dernières années.

Les ambitions industrielles de la SADC s'arriment bien avec les objectifs des dirigeants malagasy en matière de développement du secteur manufacturier national. Force est pourtant de remarquer que si pour Madagascar, la SADC constitue à bien des égards un instrument de choix pour accélérer et approfondir son intégration régionale, d'un autre côté, la Grande Ile semble être éloignée des enjeux qui animent la communauté, n'étant pas proche géographiquement des pays qui assurent son leadership, particulièrement l'Afrique du Sud, deuxième puissance économique du continent.

Président Herimanana Razafimahefa : « L'année 2022 sera une année des grands travaux »

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 06 JANVIER 2022

À l'occasion du nouvel an, toutes les institutions, dont entre autres, le Sénat, dirigé par son président Herimanana Razafimahefa, ont présenté hier leurs vœux à l'endroit du président de la République, Andry Rajoelina et son épouse Mialy Rajoelina, au Palais d'Etat d'Iavoloha.

Lors de son allocution, le président de la Chambre Haute, a remercié en premier lieu le Seigneur pour sa miséricorde et ses bénédictions envers la nation et le président de la République, en particulier, et ce, malgré cette crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et la tentative d'assassinat de ce dernier. « Nous souhaitons une bonne santé au président de la République afin qu'il puisse accomplir sa mission envers le pays durant cette année et pour les prochaines années. Ensuite, cette nouvelle année 2022 sera une année de grands travaux, selon les instructions reçues. Pour ce faire, moi-même et tous les sénateurs de Madagascar, nous nous engageons à prêter main forte au

gouvernement afin de contribuer au développement socio-économique du pays tout en tirant des retombées positives et palpables pour la population », a déclaré le président Herimanana Razafimahefa. Il est à rappeler que le Sénat constitue une interface entre le gouvernement et les collectivités territoriales décentralisées et a pour mission de contribuer au développement local, outre l'adoption des lois visant à améliorer le bien-être et les conditions de vie de la population.

Succès de la stratégie. En outre, il a également exprimé sa gratitude personnelle envers le président de la République concernant le succès de la stratégie mise en place par son gouvernement pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans le pays. En effet, « Madagascar affiche un taux d'infection de coronavirus assez faible par rapport aux autres pays touchés par cette crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 dans le monde. Le Chef de l'Etat a toujours été là pour protéger le



peuple », a-t-il enchaîné. Pour sa part, le président de la République Andry Rajoelina, a également souhaité une bonne santé à tous les parlementaires afin que ceux-ci puissent bien exercer leurs fonctions visant à contribuer au développement de la nation. Il a en même temps exhorté les sénateurs, élus et nommés, à se donner la main avec le gouvernement, pour un meilleur développement. « Malgré l'épidémie qui semble entraver le développement, cela n'empêche pas l'État de travailler dur et de mettre en place davantage d'infrastructures à travers l'île », a évoqué le Chef de l'Etat.

Panne d'Andekaleka : Les techniciens de la JIRAMA sur le pied de guerre

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 06 JANVIER 2022

Cinq jours que la société nationale d'eau et d'électricité fait face à un problème d'envergure avec sa centrale hydroélectrique à Andekaleka. Le 02 janvier dernier, un des transformateurs de la centrale a explosé, suite à un incendie. Et depuis, les responsables et les techniciens enchaînent les descentes et les interventions pour constater les dégâts et surtout trouver le plus rapidement la solution. « Le règlement de ce problème passe notamment par trois étapes. La première étape concerne le nettoyage de la zone incendiée. Tous les matériels défectueux ont été enlevés. Ensuite, nos techniciens passeront par l'évaluation de chaque câble relié au transformateur, et au remplacement des câbles détruits par les feux. La troisième étape se concentrera sur la vérification des deux autres transformateurs, pour écarter toute éventuelle défaillance », détaillent les responsables de la JIRAMA. En parallèle, les techniciens s'activent pour installer le nouveau transformateur, d'où les coupures à répétition durant la journée d'hier, dans toute la ville d'Antananarivo et ses environs. En effet, le transformateur est déjà arrivé sur les lieux, hier, tôt dans la

matinée de même que divers matériels nécessaires, permettant aux techniciens de procéder de suite à son installation. D'autres matériels devront également arriver aujourd'hui. Toutefois, cette installation nécessite de temps et de la technicité. Ainsi, les responsables n'ont pas encore communiqué la date où la situation reviendra plus ou moins à la normale. Tout ce qu'ils répètent c'est que: « nos techniciens sont à pied d'œuvre, ne dorment pas de jour comme de nuit pour régler dans les moindres délais ce problème ».

Pour rappel, depuis cet incendie, Andekaleka est en effet hors de fonction, privant le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA) d'une production d'électricité de plus de 30MW. Andekaleka fournit près de la moitié de l'électricité sur le RIA. La JIRAMA doit alors procéder à un délestage tournant à cause de ce gap de production. Cependant, le programme de délestage tournant est loin d'être respecté. Cela énerve un peu les clients de la compagnie. « Cette coupure représente une grande perte pour nous. Tous nos produits laitiers ne sont plus consommables », déplore Marie Ange commerçante. Le temps que l'ap-



provisionnement en électricité de sa boutique revienne à la normale, ses produits commencent à fondre. « En une demi-journée, mon fonds de commerce a été réduit presque à zéro. On comprend les difficultés que la compagnie nationale doit affronter en ce moment, Cependant, il serait plus bénéfique que ces délestages respectent scrupuleusement des calendriers annoncés et qu'ils ne durent pas autant », ajoute-t-elle. Cependant, les abonnés de la JIRAMA doivent encore demeurer patients en attendant que tout soit réglé.

En tout cas, le ministère de la Justice mènera une enquête plus approfondie sur la principale origine de cet incendie.

Colas Madagascar épinglée par la Banque Mondiale : Des économistes réagissent

C.R. | MALAZA | 06 JANVIER 2022

Les différents degrés de sanctions infligées par le groupe de la Banque Mondiale à Colas Madagascar, ADP International et Bouygues Bâtiment International soulèvent des réactions de part et d'autre.

L'économiste Hugues Rajaonson a fait remarquer que, globalement, de nombreux marchés publics sont attribués à Colas, alors que certains devaient revenir à des entreprises asiatiques. « Le principe du moins-disant n'est pas toujours respecté », a-t-il indiqué. Selon le rapport de l'enquête menée par la branche inté-

grité du groupe de la Banque Mondiale, Colas Madagascar S.A. est exclue pour 2 ans en raison de pratiques collusoires et frauduleuses dans le cadre du projet Airports Madagascar. L'exclusion rend Colas Madagascar S.A. et sa filiale CMBI SNC inéligibles aux projets et opérations, financés par les institutions du groupe de la Banque Mondiale.

L'économiste Falihera Ramakavelo estime, pour sa part, qu'il appartient à l'Etat de mener des enquêtes pour infirmer ou confirmer la pratique de la corruption par l'entreprise mise en cause. Il explique que «

si la corruption est avérée, des procédures judiciaires devraient être instruites avec les sanctions pénales consécutives ainsi que l'exclusion de Colas Madagascar de tout marché public ».

Serge Zafimahova se range du côté de Falihera Ramakavelo et confirme que si la Banque Mondiale exclut la société Colas Madagascar de ses marchés pour corruption, cette dernière devrait être exclue de tout appel d'offres et de tout marché public à Madagascar.

Projet Africa Business Tour : Vers la promotion du tourisme d'affaires

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 06 JANVIER 2022

Attirer et accompagner les investisseurs directs étrangers ainsi que les investisseurs locaux; soutenir les porteurs de projets et promouvoir le tourisme d'affaires à Madagascar. Tels sont les objectifs d'Africa Business Tour, présenté par son fondateur Rojo Andrianasolo, lors d'une rencontre avec le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto et le DG du Tourisme, Tsitohaina Andriamanohera. Des objectifs qui coïn-

cident avec les axes stratégiques du ministère dans le cadre des actions menées pour la relance du tourisme dans la Grande Île. Selon les deux parties, la rencontre était une occasion de discuter du secteur du tourisme malgache à l'ère des technologies numériques - suivant la feuille de route du ministère de tutelle - ainsi que de la stimulation des investissements dans le but d'améliorer l'attractivité du pays, en tant

que destination d'investissements. À noter qu'Africa Business Tour est une société malgache qui opère au niveau international. Selon son fondateur, cette société mettra en place, cette année, une plateforme qui réunira les petites, moyennes et grandes entreprises en Afrique - et surtout à Madagascar - qui leur permettra d'attirer les investissements.

Trafic d'Or aux Comores : Les trois suspects en détention préventive

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 JANVIER 2022

La procédure d'extradition des Malgaches arrêtés avec 49 kilos d'or aux Comores est enclenchée. Ils ont été placés en détention préventive dans l'archipel, mercredi.

« Nous ne lâcherons pas l'affaire ». Ces mots sont de Herilaza Imbiki, ministre de la Justice. Des mots dits concernant l'extradition des personnes suspectées de trafic d'or, en détention à l'étranger, et sur le rapatriement des cargaisons de métaux précieux saisis.

Durant une conférence de presse, hier, au ministère de la Justice, à Faravohitra, le Garde des Sceaux de la République a indiqué que les trois présumés contrebandiers d'or arrêtés à Moroni, le 28 décembre, dont deux Malgaches, ont été placés en détention préventive, mercredi. « Nous ne lâcherons pas l'affaire. Nous ferons ce qu'il faudra afin que ceux qui sont présumés avoir perpétré des actes illégaux soient extradés et pour que les richesses nationales soient rapatriées. Nous voulons qu'ils soient jugés à Madagascar », déclare le ministre.

Les mots de Herilaza Imbiki concernent à la fois l'affaire des 73,5 kilos d'or saisis à Johannesburg, en décembre 2020, et celle dernièrement des 49 kilos d'or saisis à Moroni. Des Malgaches ont été arrêtés lors de ces deux faits. Trois sont en détention préventive en Afrique du Sud, depuis près d'un an. Deux viennent d'être placés en détention provisoire à leur tour, aux Comores. A s'en tenir aux explications des autorités judiciaires, l'extradition de ces présumés trafiquants permettra une avancée importante de l'enquête dans la Grande île.

Cela fait près d'un an que Madagascar attend toujours la réponse sud-africaine concernant la demande d'extradition des trois larrons empêtrés dans l'affaire des 73,5 kilos d'or saisis à Johannesburg. L'absence d'accord bilatéral de coopération judiciaire entre les deux pays pourrait expliquer ce marasme procédurier. A entendre les explications d'hier, à Faravohitra, les négociations avec les autorités comoriennes devraient se décanter rapidement.

Selon les explications de Salohy Norotiana Randrianarisoa, directrice générale des affaires judiciaires, de la recherche et des réformes auprès du ministère de la Justice, une convention bilatérale entre Madagascar et les Comores, signée le 12 novembre 1976, a été activée dans le cadre de l'affaire des 49 kilos d'or saisis à Moroni. Cet acte prévoit « une procédure d'extradition simplifiée ».



Quid du rapatriement de l'or

Le ministre de la Justice souligne que, dès le lendemain de l'annonce de la saisie des 49 kilos d'or et l'arrestation des trois présumés contrebandiers, dont deux Malgaches, une procédure de demande d'extradition a été enclenchée. « Dans le courant du 29 et du 31 décembre, le ministère des Affaires étrangères et les autorités judiciaires comoriennes ont reçu les dossiers de demande d'extradition », soutient Herilaza Imbiki. Il ajoute, néanmoins que « la procédure simplifiée ne veut pas dire qu'il n'y a pas de procédure à respecter ».

En substance, la procédure d'extradition ne commence concrètement qu'une fois l'affaire prise en main par la justice. Pour ce cas ci, cela a démarré mercredi. La Gazette des Comores a annoncé qu'une délégation conduite par Herilaza Imbiki était attendu dans l'archipel, hier après-midi, pour négocier l'extradition des deux Malgaches.

« Je suis ici en conférence de presse. Je crois que ça répond à votre question », réplique Herilaza Imbiki, interrogé sur ce déplacement prévu pour les Comores. Ce déplacement a, pourtant, déjà fait l'objet d'un échange de note entre le ministère des Affaires étrangères des deux pays. La raison de changement de programme n'a pas été donnée. Le ministre n'a, toutefois, pas formellement écarté le fait que ce déplacement était prévu ou se fera dans les prochains jours.

En vertu du principe de la réciprocité, l'extradition des deux Malgaches a de grandes chances de se faire, toute-

fois. A un moment donné, Madagascar a déjà accepté l'extradition d'un fugitif comorien. Comme le martèle Solofohery Razafindrakoto, procureur du second degré du Pôle anti-corruption (PAC), d'Antananarivo, l'audition de Faizara Pacheco Azali et Stenny Andrianantenainambinitsoa, les deux présumés trafiquants détenus aux Comores, « fera avancer l'enquête et permettra de répondre à diverses questions ».

Présumés s'être exilés à l'étranger, les deux accusés aux Comores, sont également, recherchés dans l'affaire des 73,5 kilos d'or saisis en Afrique du Sud et dont la destination est Dubaï. Les enquêteurs estiment qu'ils font partie du réseau qui a orchestré cette exportation illicite. Le même réseau pourrait avoir récidivé dans l'affaire Comores, bien que ces éléments soient sous la coupe d'avis de recherche. « L'enquête déterminera si cet or vient de Madagascar ou non. Si ces personnes ont réellement fait le va et vient à Madagascar ou pas », indique le ministre Imbiki.

Avec l'extradition des deux larrons des Comores, la justice malgache pourrait faire d'une pierre deux coups et donner en même temps, un coup de fouet à l'enquête sur l'or saisi à Johannesburg. Une question s'impose cependant, sur le sort des 49 kilos d'or. Hier, le ministre de la Justice a préféré rester prudent sur la question de l'origine des métaux précieux. Pourtant selon La Gazette des Comores, la note verbale sur l'arrivée de la délégation malgache fait part « d'or sorti illicitement du territoire malgache »

Pétrole et gaz : Lobbying en cours pour la création de banques énergétiques

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 07 JANVIER 2022

Il faut boycotter les institutions financières qui discriminent l'industrie pétrolière et gazière africaine, selon la Chambre Africaine de l'Énergie. Elle appelle les États à œuvrer ensemble pour la création de banques dédiées au secteur de l'énergie.

Les pays riches et industrialisés ont profité des ressources pétrolières et gazières pour se développer. Aujourd'hui, ils veulent empêcher les pays en développement de suivre cette même voie. Tels sont les propos soutenus par NJ Ayuk, président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie, qui s'oppose depuis plus d'un an à la pression croissante visant à stopper les nouveaux investissements étrangers dans l'industrie pétrolière et gazière africaine. En effet, c'est pour éviter un changement climatique catastrophique que les organisations environnementales, les organisations financières et les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont insisté pour que les pays en développement, y compris ceux d'Afrique, doivent immédiatement passer de la production et de l'utilisation des hydrocarbures à des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire, éolienne et hydrogène. « La majorité de ceux qui font ces demandes sont basés dans des pays industrialisés qui ont été construits sur la base de l'utilisation des hydrocarbures - le pétrole et le gaz alimentaient leurs économies - mais ils ne sont pas disposés à permettre aux pays moins développés d'utiliser les hydrocarbures à la même fin. Encore plus troublant, les pays africains que ces groupes visent sont riches de ces ressources naturelles, des ressources qui peuvent être utilisées pour fournir une énergie fiable, pour faire croître les économies et pour construire un avenir meilleur », a déclaré le président de la Chambre africaine de l'énergie.

Fort potentiel. Alors que les ressources mondiales en gaz et pétrole commencent à s'épuiser, certains pays comme Madagascar disposent encore de potentialités importantes, qui attirent les compagnies multinationales. Pour la Grande île, les investisseurs qui ont annoncé leur intérêt à investir pour la recherche de ressources pétrolières et gazières se comptent en



plusieurs dizaines, si l'on ne se réfère qu'aux 5 dernières années. Pour sa part, l'Organisation africaine des producteurs de pétrole estime les potentialités sur le continent à 130 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole brut et 15.000 milliards de mètre cube standard de gaz naturel. Dr Omar Farouk Ibrahim, secrétaire général de cette organisation, a même évoqué qu'il s'agit de ressources fiables, contrairement aux autres sources d'énergie qu'il qualifie de coûteuses et peu fiables.

Responsabilité. Le secteur du pétrole et du gaz présente des opportunités d'attirer les investissements étrangers et de transformer l'économie de nombreux pays en Afrique, selon la Chambre Africaine de l'Énergie. « Pour ceux qui se soucient de ce secteur, il est temps de faire face aux faits. Nous devons trouver un moyen de la sauver nous-mêmes. La Chambre africaine de l'énergie appelle les États africains et le secteur privé à créer des banques de l'énergie axées sur le financement de projets énergétiques africains. L'idée est de créer des sources de financement pour tous types d'énergie en Afrique - de l'exploration pétrolière et gazière aux opérations solaires et à l'hydrogène - qui ne dépendent pas du soutien étranger. Fini la mendicité pour une aide qui ne serait accordée qu'à la condi-

tion d'abandonner les énergies fossiles », a soutenu le président de la Chambre.

Besoins urgents. Pour NJ Ayuk, il lance cet appel au continent, lui-même, pour sauver son industrie pétrolière et gazière, n'est pas basée sur la cupidité ou bien sur le fait de gagner de l'argent pour une élite. « Nous ne plaçons pas les objectifs économiques au-dessus de nos populations ou de notre environnement. Au contraire, nous sommes convaincus que l'exploitation de notre pétrole et de notre gaz est le meilleur moyen de répondre à certains des besoins les plus urgents de nos populations. Et nous pensons que la poursuite de nos opportunités pétrolières et gazières n'est pas la catastrophe environnementale que certains ont suggérée », a-t-il affirmé. À noter que le secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Sanusi Barkindo, a déjà évoqué que la lutte contre la pauvreté énergétique en Afrique est une question urgente qui doit avoir la priorité sur l'abandon du pétrole et du gaz. Il a décrit les effets dévastateurs de la pauvreté énergétique lors de la Semaine africaine de l'énergie au Cap. Certes, un pays à la quête de l'émergence et qui veut s'industrialiser ne pourrait atteindre ses objectifs que par la disponibilité d'une énergie fiable, d'après les promoteurs des ressources pétrolières et gazières.

Filière Tilapia de Betsako : Deux tonnes de production en février

VERO ANDRIANARISOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 JANVIER 2022

Après un an de démarrage et un résultat peu satisfaisant au début, la filière tilapia commence à se développer à Mahajanga.

Le Projet de pisciculture tilapia, dans le district de Mahajanga II a démarré depuis l'année dernière. Soutenu par la région Boeny, il entre dans le cadre du développement pour la mise en œuvre du programme présidentiel, celui de créer un emploi décent et une autosuffisance alimentaire. La région Boeny a créé trois bassins d'élevage de poissons, dans la commune rurale de Betsako, dans le district de Mahajanga II, en janvier 2021.

Le projet est financé par le Fonds de développement agricole (FDA) avec la coopération de la région Boeny. L'association des paysans ou «Fikamban'ny Tantsaha miray» s'occupe de la gestion de ce projet. Le 30 décembre, le gouverneur Mokhtar Andriantomanga, le directeur du développement régional (DDR), Marcellin Randriambololona, et l'équipe technique de la région ont effectué une descente dans les piscines d'Andasibe, à Betsako, pour constater l'évolution du projet.

« Les résultats ont été moins satisfaisants au début. Car, si un poisson pesait



huit grammes, lors de la première visite il y a quelques mois, son poids a augmenté à 45 grammes, à la fin de l'année. L'objectif est de produire des poissons pesant plus de 150 grammes. Les agriculteurs augmenteront leur production », explique le DDR. « Nous avons connu un problème d'alimentation des poissons et cela a entraîné une difficulté de croissance des alevins », explique un pisciculteur.

Il a promis une production de 1,8 tonne au mois de février. La région trou-

vera une solution pour soutenir les pisciculteurs, afin qu'ils puissent atteindre leur production. Plus de sept mille huit cents alevins de tilapia, offerts par le FDA) ont été remis aux pisciculteurs d'Andasibe-Betsako, de la commune rurale de Belobaka, dans le district de Mahajanga II, il y a plus de huit mois. Bref, la filière tilapia commence à se développer à Mahajanga.

Redressement d'Air Madagascar et avenir du secteur aérien : Les Nouvelles dévoilent une partie du plan de relance finalisé

EMRE SARI ET TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 07 JANVIER 2022

Il attend. Il est toujours là. Sur le tarmac de l'aéroport d'Ivato-Antananarivo. Sur le côté. Sans moteur. Sans grande perspective de redécoller... Lui, c'est un Airbus A340 d'Air Madagascar. Comme lui, beaucoup d'employés de la compagnie nationale regardent le ciel avec inquiétude pour les prochains mois et se demandent quand ils voleront de nouveau.

Et leur unique chance à tous semble être le plan de redressement de la compagnie nationale. Les Nouvelles ont eu accès à des informations exclusives, de plusieurs sources proches du dossier, sur la stratégie élaborée.

4 ans. C'est la durée prévue pour le retour à l'équilibre opérationnel. Une durée qui devrait aussi permettre de redorer le blason de la compagnie. Le plan a été réalisé conjointement par la direction d'Air Madagascar, ses actionnaires principaux, et par le cabinet de conseil Bearingpoint.

Les grandes lignes du plan ont été présentées au Président Rajoelina, à la fin de

l'année 2021. A présent, la balle est dans le camp politique pour mettre en musique, ou non, les propositions que voici.

Une nouvelle entité : Madagascar Airlines

Air Madagascar (Air Mad) devrait peu à peu s'effacer du ciel pour laisser Madagascar Airlines reprendre toutes les activités. Point important, il n'est pas prévu que la nouvelle compagnie reprenne les dettes d'Air Mad. Du coup, pour résoudre le problème, les équipes devraient mettre en place un schéma de location des moyens d'Air Mad. Concrètement, Madagascar Airlines opérerait ses vols en payant un loyer à Air Mad pour l'utilisation de ses ressources : avions, équipements divers, personnel... Loyer qui servirait à épurer les dettes d'Air Mad petit à petit... Ce schéma a aussi l'avantage de permettre à Madagascar Airlines de démarrer rapidement ses activités en s'appuyant sur des moyens opérationnels déjà présents à Madagascar.

Quant à Tsaradia, l'avenir de la marque reste flou à ce jour. Il est possible que les

vols domestiques soient aussi repris par Madagascar Airlines, ou restent sous la dénomination "Tsaradia".

Pas d'achat de nouveaux avions

Le plan de relance emprunte un chemin clair : le retour à l'équilibre se ferait par une utilisation efficace des ressources, sur les premières années. Pas en augmentant les prix, et pas en achetant des nouveaux avions, à court terme. Pour combler les besoins d'avions, en plus de ceux loués à Air Mad, le schéma retenu est encore celui de la location, mais à d'autres compagnies ou entités cette fois.

Le plan prévoit aussi l'augmentation des fréquences de vol à partir du moment où des meilleures pratiques de gestion ont été mises en place. En effet, dans l'état actuel de la structure des coûts, les vols sont souvent déficitaires... même quand ils sont pleins.

Bien entendu, le plan prévoit une forte exigence de service, avec des départs et des arrivées à l'heure, et la fin des vols annulés ou reportés à la dernière minute. Autre point critique, la compagnie devra mieux utiliser le revenue management, c'est-à-dire faire varier le prix des billets en fonction du moment d'achat pour optimiser le remplissage des avions.

Baisser le prix des vols domestiques pour les locaux

Le plan prévoit une baisse du prix des vols intérieurs pour les Malagasy. Comment ? En faisant de Tana un hub touristique interne, et en augmentant les prix pour les touristes. Par exemple : un voyageur étranger achète un Paris-Tana-Diego. Il ne paie qu'un seul prix. Mais à l'intérieur de ce montant, la part du vol Tana-Diego va être plus élevée. Ce qui va permettre de vendre un vol Tana-Diego, seul, moins cher, à un local. Il s'agit en fait d'une pratique courante consistant à faire payer des prix différents à des passagers d'un même vol. A terme, le plan prévoit ainsi une baisse pouvant aller jusqu'à 30% des prix pour les Malagasy.

Les vols domestiques doivent, en plus, être la priorité pour la reprise post-Covid car c'est là que la demande est la plus forte. Le marché international, par contre, est très compétitif et le plan ne prévoit que quelques axes : Tana-Paris, Tana-Marseille et deux lignes vers l'Asie.

L'épineuse question de l'emploi...

Le plan de redressement prévoit une modification des effectifs. Le mécanisme serait le suivant. Les employés



actuels pourraient postuler à des offres et devraient satisfaire aux critères de sélection des postes en question. Ceux qui ne souhaiteraient pas postuler ou qui n'atteindraient pas les exigences bénéficieraient d'un accompagnement vers de nouveaux métiers et vers d'autres secteurs. Ce processus devrait s'effectuer sur les 6 premiers mois de 2022.

Parmi les employés, l'incompréhension et l'incertitude règnent toujours

Un cadre de la compagnie a accepté de répondre à nos questions, de manière anonyme :

"Les employés ignorent le contenu de ce fameux plan. On ignore combien

de vont être licenciés et combien vont être maintenus à leur poste ? Nous les employés, on a l'impression qu'on est pris en plein tourbillon et on ne sait plus quoi faire !" A ce jour, il dit n'avoir perçu que 50% de son salaire pour le mois de décembre. "Alors que lors de notre dernière Assemblée générale, on nous a promis la totalité avant le 25 décembre.... Aujourd'hui, on est le 6 janvier."

La création de Madagascar Airlines devra aussi s'accompagner de beaucoup de pédagogie... Le cadre s'interroge : "On concocte un plan de redressement pour Air Madagascar, et à côté, on veut fonder une autre société : Madagascar Airlines : Est-ce que c'est logique ? Si on reste tous dans Air Madagascar : là on est tous d'accord pour le redressement."

Massif d'Itremo : Menacé par l'envahissement des pins

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 07 JANVIER 2022

Dans la plupart des cas, les feux constituent la principale menace des Aires Protégées à Madagascar. Outre ce fléau, celle du Massif d'Itremo, localisée dans la région Amoron'i Mania, est en même temps menacée par l'envahissement des pins qui touche de plus en plus les pourtours de la forêt galerie d'Antsirakambiaty, voire à son intérieur. Et ce n'est pas tout ! Cette espèce envahissante entre également en compétition avec les espèces autochtones faisant la réputation du Massif d'Itremo. En outre, la prolifération de ces pins touche en même temps les forêts dégradées à Tapia connu sous le nom scientifique « Uapaca Bojeri » qui est endémique à Madagascar. C'est ce qu'on a appris à l'issue d'une mission de suivi-évaluation menée dernièrement par la Fondation pour les Aires Protégées

et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM) dans le Massif d'Itremo.

Rôle économique. L'évaluation s'est penchée sur les réalisations du gestionnaire de cette Aire Protégée en termes de conservation et de développement communautaire ainsi que de sa gestion efficace. Il est à noter que le massif d'Itremo interpelle par ses substrats rocheux, ses savanes boisées, ses forêts de Tapia et galeries de forêts en bord de ruisseaux. On y recense également 550 espèces de plantes, 59 espèces d'oiseaux et 17 espèces d'amphibiens ainsi que bien d'autres faune et flore. Les rivières du Massif d'Itremo assurent l'irrigation des rizières aux alentours de la région d'Ambatofinandrahana. Outre ses richesses en biodiversité qui méritent d'être bien protégées, cette Aire Protégée joue ainsi un rôle économique crucial pour le déve-

loppement de la région d'Amoron'i Mania. Raison pour laquelle, la FAPBM continue d'allouer un financement annuel depuis 2015 pour sa meilleure conservation.

Mesures adéquates. Mais en revenant sur l'envahissement des pins qui menace le Massif d'Itremo, le gestionnaire de cette Aire Protégée, en l'occurrence de RBG Kew, a pris des mesures adéquates. Force est en effet de constater que la lutte pour la préservation des espèces autochtones contre l'invasion des pins est confrontée aux risques de ruée vers l'exploitation de ces essences en vue de la production de bois de construction ou bien de bois de chauffe. Afin de prévenir ces risques, le gestionnaire du Massif d'Itremo, a ainsi opté pour une coupe progressive en enlevant les écorces à la base du tronc de chaque pin, a-t-on conclu.